

Strouse, James C., *The Mass Media Public Opinion, and Public Policy Analysis*, Columbus, Charles E. Merrill, 1975, 288 p.

Jean-René Chotard

Volume 7, Number 3, 1976

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700713ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700713ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Chotard, J.-R. (1976). Review of [Strouse, James C., *The Mass Media Public Opinion, and Public Policy Analysis*, Columbus, Charles E. Merrill, 1975, 288 p.] *Études internationales*, 7(3), 479–480. <https://doi.org/10.7202/700713ar>

puissance nationale, et servir comme débouché italien à l'émigration massive qui paraissait aux nationalistes comme le symbole de la faiblesse de l'État italien. Quand les débouchés étrangers se sont fermés après la Première Guerre mondiale, l'émigration vers les colonies paraissait encore plus nécessaire pour éviter la pression démographique et les misères économiques que les membres du mouvement nationaliste voyaient comme précurseurs d'une révolution sociale. Le régime fasciste a emprunté et des idées et des hommes du mouvement nationaliste, et a ajouté son idée spéciale de la volonté du pouvoir.

L'entreprise coloniale en Libye se réduisait, au fond, à la quête du pouvoir tout simplement pour montrer que l'on était puissant. Segré résume en détail les idées des impérialistes italiens : quelle liste des mythes abandonnés et des espoirs déçus ! Le surpeuplement et l'émigration étaient des phénomènes réels, mais, comme on le sait, les colonies italiennes ne servaient jamais comme débouchés pour la population. En 1938, la population italienne dans les colonies se chiffrait à 350 000, moins que la croissance naturelle de la population italienne en une seule année. Les colons ne formaient pas le paysannat vigoureux dont rêvaient les théoriciens : la plupart étaient employés soit de l'État soit de l'armée, et les agriculteurs « indépendants » étaient fortement subventionnés par l'État et réclamaient toujours des subventions plus élevées. Malgré les déceptions, l'entreprise coloniale continuait... Une étude psychanalytique des impérialistes est à l'ordre du jour.

*Fourth Shore* constitue pour la plupart des projets de colonisation étatique des années trente, un sujet d'intérêt historique, mais pas très courant. Malheureusement, Segré ne dit presque rien au sujet des effets de la colonisation italienne sur les peuples de la Libye, lacune qu'il reconnaît lui-même. D'après les 13 pages qu'il consacre à ce sujet, il paraît que du point de vue libyen, la grande aventure était plutôt un grand désastre. Les pertes de terre aux colons ont détruit la base de l'économie des cultivateurs et des noma-

des : la Libye est maintenant un pays importateur des denrées alimentaires. La destruction de l'agriculture, l'explosion de la population des villes, le problème du sous-emploi urbain, la croissance des importations, et la dépendance économique ont suivi. Après la conquête vient le sous-développement du pays conquis : si les motivations et les moyens de l'impérialisme sont différents selon les pays, les résultats, dans les pays victimes, se ressemblent.

Maureen COVELL

*North Adams State College,  
Mass., U.S.A.*

STROUSE, James C., *The Mass Media, Public Opinion, and Public Policy Analysis*, Columbus, Charles E. Merrill, 1975, 288p.

Le livre de J. Strouse s'inscrit dans un courant de production bibliographique abondant aux États-Unis, et qui porte sur les *mass media*. À l'intérieur de ce vaste domaine où les universitaires américains ont travaillé beaucoup pendant les dernières décennies, l'auteur dresse le bilan particulier du rapport entre les media et la politique ; plus spécifiquement, il analyse les campagnes électorales, l'exécutif devant la presse, les Noirs et les media, enfin l'essor possible de la cablodiffusion.

La perspective tracée par Strouse offre beaucoup d'intérêts. Quelques-uns de ses chapitres contiennent, par exemple, un résumé suggestif des modèles élaborés pour rendre compte de l'action des medias sur le public. L'auteur reste cependant dans une problématique traditionnelle. Ainsi, à plusieurs reprises, évoque-t-il le monde de G. Orwell pour caractériser l'encadrement toujours plus rigoureux qui enserré les citoyens, et pourtant il affirme que les masses peuvent renverser les gouvernements si elles sont motivées par l'information (page 5). En cette information déclarée toute puissante,

il accepte de voir, comme plusieurs analystes, la quatrième branche du gouvernement américain.

Pour interpréter le rôle des media, James Strouse les situe dans un réseau complexe d'influences qu'il schématise par un modèle. Celui-ci articule en quatre pôles : le public en général, les groupes de pression, le gouvernement ou principe de leadership et les *mass media*. Ainsi présentés, ces derniers échangent avec le public et les instances politiques un faisceau d'influences qui transforment les media, tour à tour, en source et en « receveur » de stimuli. Parlant peu des groupes de pression, l'auteur aborde d'emblée les fonctions assumées par les media. Il s'attarde peu, si tant est même qu'il évoque cette question, sur les conceptions et convictions nouvelles qu'ils pourraient véhiculer. Il reconnaît aux media une triple action : 1) ils agissent comme catalyseurs d'opinions latentes ; 2) ils confèrent à celles-ci une énergie suffisante pour les transformer en actions ; 3) ils constituent enfin, face à l'exécutif gouvernemental, ce que l'auteur appelle un « détecteur public de mensonges ».

Ce schéma, idéal en quelque sorte, connaît aussi des limites que J. Strouse ne dissimule pas. En effet, si des frontières sont fixées à l'autorité des leaders politiques ou des exécutifs de grandes sociétés, ceux-ci disposent, en même temps de moyens énormes pour influencer les media et, par ce biais, manipuler l'opinion. Le public d'ailleurs n'est pas homogène, et plusieurs études de politologues établissent chez lui divers « degrés d'attention » et de participation. À ce propos, l'auteur analyse un récent glissement des pratiques électorales aux États-Unis. L'ère des patrons, dominateurs locaux de l'appareil d'un parti, se termine et laisse place aux firmes de relations publiques. Le phénomène entraîne des conséquences directes pour les media, dont l'utilisation change de forme pendant les campagnes électorales. Annonces publicitaires, choix de slogans, dispositions typographiques etc. constituent les détails d'une

stratégie qui bouleverse l'apparence matérielle des journaux ou des présentations télévisées. Le souci de la transmission d'une information cède le pas, moins à une propagande qu'à des techniques visant à façonner la perception d'un fait ou d'un personnage. L'âge de l'électronique bouscule les pratiques habituelles du système parlementaire.

Les gouvernements ont eux-mêmes modifié leurs attitudes vis-à-vis du public. F. Roosevelt avait amorcé une nouvelle méthode de relation avec les media ; ses successeurs suivent une voie semblable. Ainsi est amorcée ce que J. Strouse appelle une manipulation. Les journalistes, soucieux d'avoir accès aux sources officielles acceptent tacitement de pratiquer une autocensure. Cette attitude ne suffit pas sans doute à rassurer l'exécutif car, sous l'administration Nixon-Agnew, des attaques répétées sont portées à l'encontre des libertés dont jouissent les media.

L'affaire du Watergate contient, parmi d'autres éléments, une réponse de la presse à cette polémique. L'auteur la présente ainsi, du moins. Il examine encore d'autres questions, telles les conséquences de l'introduction des media dans les milieux défavorisés du Sud des États-Unis.

L'ouvrage, ainsi conçu, pourrait être un « résumé exhaustif ». Il soulève cependant certains problèmes plus qu'il ne les approfondit. Il reprend sans les examiner les affirmations de M. McLuhan. Il parle de censure, mais ne se demande pas si, en Amérique du Nord, le consensus général des media sur de nombreux points ne provient pas à la fois d'options choisies et d'autocensure. J. Strouse aborde beaucoup de questions à l'intérieur d'un système économique et social, mais il ne pose pas de questions à ce système considéré.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire,  
Université de Sherbrooke*